

SPARTOO

Société anonyme à conseil d'administration
au capital de 366.559,26 euros
Siège social : 16, rue Henri Barbusse – 38000 Grenoble
489 895 821 R.C.S. GRENOBLE
(la « **Société** »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES EN DATE DU 5 MAI 2026

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte (l'« **Assemblée Générale** ») à l'effet de soumettre à votre approbation des décisions qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale ordinaire, d'une part, et extraordinaire, d'autre part.

Le présent rapport a pour objet de présenter les projets de résolutions soumis par votre Conseil d'administration à votre Assemblée. Il est destiné à vous présenter les points importants des projets de résolutions, conformément à la réglementation en vigueur. Il ne prétend pas, par conséquent, à l'exhaustivité ; aussi est-il indispensable que vous procédiez à une lecture attentive du texte des projets de résolutions avant d'exercer votre droit de vote.

L'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats de la Société au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur figurent dans le rapport financier annuel 2025 figurant sur le site Internet de la Société (<https://www.spartoo-finance.com/>) auquel vous êtes invités à vous reporter.

Vous êtes donc appelés à statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

Lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes ;

A titre ordinaire

1. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
 2. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
 3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
 4. Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées ;
 5. Nomination de Madame Christelle Bouvet en tant que nouvel administrateur ;
 6. Renouvellement du mandat d'administrateur de la société BIN, représentée par Madame Béatrice Lafon ;
 7. Renouvellement du mandat d'administrateur de la société Noam Développement, représentée par Monsieur Niels Court-Payen ;
-

8. Fixation du montant des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'administration ;
9. Autorisation consentie au Conseil d'administration en vue de mettre en place un programme de rachat d'actions ;

A titre extraordinaire

10. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction de capital social par annulation des actions auto-détenues ;
11. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes ;
12. Délégation au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription ;
13. Délégation au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers ;
14. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider d'un regroupement des actions de la Société ;
15. Modification de l'article 20 des statuts de la Société ;

A titre ordinaire

16. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Vous avez pu prendre connaissance du présent rapport et des rapports de vos Commissaires aux comptes qui ont été mis à votre disposition dans le cadre des résolutions qui vous sont proposées.

Nous vous proposons d'examiner ci-après chacune des propositions susvisées soumises à votre approbation.

1. APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025 - AFFECTATION DU RESULTAT - EXAMEN DES CONVENTIONS REGLEMENTEES (PREMIERE A QUATRIEME RESOLUTIONS)

Nous vous invitons, après vous être reportés au rapport de gestion du Conseil d'administration et aux rapports généraux et spéciaux des Commissaires aux comptes, à statuer sur la première résolution relative à l'approbation des comptes consolidés annuels qui se soldent par une perte nette comptable consolidée part du groupe de 1.481.000 euros. Les commentaires détaillés sur les comptes consolidés figurent dans le Rapport financier annuel.

Les deuxième et troisième résolutions concernent l'approbation des comptes sociaux annuels et l'affectation du résultat. Les comptes sociaux de l'exercice 2025 se soldent par une perte nette comptable de 1.641.117 euros, qu'il vous sera proposé d'affecter en report à nouveau.

Nous vous informons qu'aucune dépense et charge non déductible fiscalement visée par l'article 39-4 du Code général des impôts n'a été enregistrée au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Enfin, par la quatrième résolution, nous vous proposons d'approuver le rapport spécial des Commissaires aux comptes présentant les conventions dites réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce lequel fait état d'une absence de nouvelle convention de ce type conclue au cours de l'exercice 2025.

2. NOMINATION DE MADAME CHRISTELLE BOUVET EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR ET RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA SOCIETE BIN, REPRESENTEE PAR MME BEATRICE LAFON, LA SOCIETE NOAM DEVELOPPEMENT, REPRESENTEE PAR M. NIELS COURT-PAYEN (CINQUIEME A SEPTIEME RESOLUTIONS)

Il vous est proposé, après avoir pris acte :

- Que les mandats des administrateurs suivants arrivent à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale :
 - Madame Sylvie Colin,
 - la société BIN, société de droit britannique dont le siège social est situé Unit 7 Pickhill Business Centre, Smallhythe Road, Tenterden, Kent, TN30 7LZ, représentée par Mme Béatrice Lafon,
 - la société Noam Développement, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 9, square Alboni, 75016 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 814 973 533, représentée par M. Niels Court-Payen.

De renouveler les mandats de la société BIN et de la société Noam Développement et de nommer Madame Christelle Bouvet en tant d'administrateur. Il vous sera proposé :

- de renouveler le mandat de la société BIN (représentée par Mme Béatrice Lafon) et de la société Noam Développement (représentée par M. Niels Court-Payen) pour une durée de (2)

années qui prendra fin le jour de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027 ; et

- de nommer Madame Christelle Bouvet en tant qu'administrateur de la Société pour une durée d'un (3) ans qui prendra fin le jour de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

3. FIXATION DU MONTANT DES JETONS DE PRESENCE A ALLOUER AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (*HUITIEME RESOLUTION*)

Il vous est proposé au titre de la 8^e résolution soumise à votre approbation de fixer le montant global annuel de la somme à répartir entre les membres du conseil d'administration, au titre de la rémunération de leur activité, à soixante mille euros (60.000 €).

4. AUTORISATION DE METTRE EN ŒUVRE UN PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS ET CORRELATIVEMENT AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL EN VUE DE REDUIRE LE CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D'ACTIONS AUTO-DETENUES (*NEUVIEME ET DIXIEME RESOLUTIONS*)

Nous vous proposons de renouveler, par anticipation, l'autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa 9^{ème} résolution, à l'effet d'acquérir, dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-62 et suivants du code de commerce et par les dispositions du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, des actions de la Société.

Au cours de l'exercice précédent, ce programme de rachat d'actions a été utilisé exclusivement dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec TP ICAP (EUROPE) SA, répondant à l'objectif d'animation de la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement.

Au 16 mars 2026, votre Société détenait directement 72.593 actions, soit 0.39% du nombre total des actions composant le capital.

La demande que nous vous soumettons reprend les finalités sur lesquelles vous vous êtes prononcés favorablement lors de votre précédente assemblée, à savoir :

- l'animation et la liquidité des titres de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement indépendant, conforme à la pratique de marché admise par l'AMF en matière de contrat de liquidité sur actions, et/ou
- d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions, d'attribution d'actions gratuites, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou entreprises qui lui sont liées, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par la loi et les règlements en vigueur, et/ou
- de remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ainsi que de réaliser toute opération de couverture à raison des obligations de la Société (ou de l'une de ces filiales) liées à ces valeurs mobilières, dans le respect de la loi et de la réglementation en vigueur, et/ou

- l'achat d'actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, et/ou
- la réduction du capital par annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'adoption de la 10^{ème} résolution dans les termes qui y sont indiqués, et/ou
- plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur. L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, offres publiques, en ayant recours à des mécanismes optionnels ou dérivés, dans les conditions prévues par les autorités de marché et dans le respect de la réglementation applicable.

Nous vous proposons de décider que ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées. Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, pendant la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente résolution sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale.

Nous vous proposons de fixer le prix unitaire maximum d'achat par action (hors frais et commissions) à dix euros (10 €), étant précisé que ce prix d'achat fera l'objet des ajustements le cas échéant nécessaires afin de tenir compte des opérations sur le capital (notamment en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions) qui interviendraient pendant la durée de validité de la présente autorisation.

Le nombre maximum d'actions pouvant être achetées en vertu de la présente résolution ne pourra, à aucun moment, excéder dix pour cent (10 %) du nombre total d'actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée générale, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder cinq pour cent (5%) du nombre total d'actions.

Tous pouvoirs seraient donnés au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et d'en déterminer les modalités, de passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords, tous contrats de liquidité, tous contrats d'options, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, et toutes formalités nécessaires, notamment affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Cette nouvelle autorisation, annulerait et remplacerait pour la période restant à courir et les montants non utilisés, celle donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa neuvième résolution.

Un rapport sur les opérations de rachat d'actions effectuées en 2025 et le descriptif du programme de rachat sera inclus dans le rapport financier annuel disponible sur le site Internet de la Société avant l'Assemblée.

Nous soumettons également à votre approbation (dixième résolution) l'autorisation à donner au Conseil d'administration d'annuler, le cas échéant, les actions de la Société détenues par celle-ci dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de rachat et de réduire corrélativement le capital.

En ce qui concerne la neuvième résolution, nous vous proposons de renouveler pour 18 mois, par anticipation, l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa dixième résolution, et ce afin d'éviter une période non couverte par cette autorisation.

Nous vous demandons ainsi d'autoriser votre Conseil d'Administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du code de commerce à annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite maximum de dix pour cent (10 %) du montant du capital social par période de vingt-quatre (24) mois, tout ou partie des actions acquises par la Société et à procéder, à due concurrence, à une réduction du capital social, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations qui l'affecteraient postérieurement à la date de l'Assemblée Générale.

L'excédent éventuel du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur les postes de primes d'émission, de fusion ou d'apports ou sur tout poste de réserve disponible, y compris sur la réserve légale, sous réserve que celle-ci ne devienne pas inférieure à dix pour cent (10 %) du capital social de la Société après réalisation de la réduction de capital.

Tous pouvoirs seraient conférés au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier en conséquence les statuts de la Société.

Cette nouvelle autorisation, à compter de son utilisation par le Conseil d'administration, annulerait et remplacerait pour la période restant à courir et les montants non utilisés, celle donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa 10^{ème} résolution.

5. DELEGATIONS FINANCIERES A CONSENTIR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ONZIEME RESOLUTION)

Nous vous proposons de renouveler, par anticipation, les délégations financières en vigueur consenties à votre Conseil d'administration par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 qui sont détaillées ci-dessous.

Le renouvellement de ces délégations permettrait à votre Conseil d'administration de procéder aux opérations sur le capital détaillées ci-après et de se doter notamment ainsi de la flexibilité et de la réactivité nécessaires pour lui permettre de renforcer ses fonds propres, en mettant en œuvre différentes possibilités de financement (par émission d'actions ordinaires ou par émission des valeurs mobilières les plus adaptées à la situation du marché) afin de financer son développement ultérieur, sans avoir à retourner vers l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre les délégations qui lui seraient ainsi consenties.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser les délégations de compétence qui lui seraient ainsi conférées, il en rendrait compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

Conformément à l'article R. 225-113, s'agissant de la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice 2025, nous vous invitons à vous reporter au rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous vous proposons d'examiner ci-après chacune de ces autorisations ou délégations. Vous prendrez également connaissance des rapports établis par les Commissaires aux comptes sur ces délégations et autorisations.

5.1 Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes (*Onzième résolution*)

Cette délégation permettrait au Conseil d'administration de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation du capital, avec faculté de subdélégation, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des catégories de bénéficiaires présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- des personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés industrielles ou commerciales), trust, fonds d'investissement ou OPCVM, de droit français ou étranger investissant de manière habituelle (a) dans le secteur de l'e-commerce ou (b) dans des valeurs de croissance cotées sur un système multilatéral de négociations (type Euronext Growth) considérées comme des « PME communautaires » au sens de l'annexe I au Règlement (CE) n° 651/2014 de la Commission Européenne du 17 juin 2014, et/ou
- un ou plusieurs partenaires stratégiques de la Société, situé(s) en France ou à l'étranger, ayant conclu ou devant conclure un ou plusieurs contrats de partenariat (développement, co-développement, distribution, fabrication) ou commerciaux avec la Société (ou une filiale) et/ou aux sociétés qu'ils contrôlent, qui les contrôlent ou qui sont contrôlées par la ou les mêmes personnes, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, et/ou
- tout établissement de crédit ou prestataire de services d'investissement français ou étranger, disposant d'un agrément pour fournir le service d'investissement mentionné à l'article L. 321-1 du Code monétaire et financier ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent ; susceptibles de garantir la réalisation d'une telle opération et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis,

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de cette résolution, est fixé à trente-six mille six cent cinquante-cinq euros (36.655 €) (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en monnaie étrangère ou en unité de compte établie par référence à plusieurs devises), étant précisé, d'une part, que ce plafond serait commun au plafond de trente-six mille six cent cinquante-cinq euros (36.655 €) fixé au 6^{ème} alinéa de la 12^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte en date du 6 mai 2025 et s'imputerait sur ce dernier et que, d'autre part, le montant nominal des augmentations de capital susceptibles de résulter de la présente résolution s'imputerait sur le plafond nominal global de cent quatre-vingt-trois mille deux cent soixante-dix-neuf euros (183.279 €) fixé à la 16^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte en date du 6 mai 2025, ou de toute résolution de même nature qui pourrait lui succéder

A ces plafonds s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal maximum des titres de créance pouvant être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à cent vingt-cinq millions d'euros (125.000.000 €)(ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en monnaie étrangère ou en unité de compte établie par référence à plusieurs devises), ce montant s'imputant sur le plafond global de 125.000.000 euros fixé à la 16^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte en date du 6 mai 2025, ou de toute résolution de même nature qui pourrait lui succéder

La présente résolution emporterait renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourraient donner droit.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente résolution, le Conseil d'Administration pourrait utiliser, dans l'ordre qu'il déterminerait, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement, et notamment celles de limiter l'émission au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée, ou d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'Administration, en fonction du cours de bourse de l'action, étant précisé que le prix de souscription des actions ne pourra être inférieur à 80% de la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse précédant le jour de la fixation du prix d'émission et que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société lors de cette émission, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières ne puisse être inférieure à 80% de la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse précédant le jour de la fixation du prix d'émission.

La présente délégation serait consentie pour une période de 18 mois et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2025 dans sa 14^{ème} résolution.

5.2 Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée aux termes de la onzième résolution de l'Assemblée générale et de la onzième à la treizième résolution de l'Assemblée générale du 6 mai 2025 (Douzième résolution)

Nous vous proposons de déléguer au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le montant des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidées en vertu de (i) la 11^{ème} à la 13^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 et/ou de (ii) la 11^{ème} résolution de la présente assemblée dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce (soit, à ce jour, dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de quinze pour cent (15%) de l'émission initiale).

Cette autorisation permettrait notamment au Conseil de prévoir en cas de besoin une augmentation de capital complémentaire pour faciliter d'éventuelles surallocations et la stabilisation du cours des actions de la Société.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'Assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

La présente délégation serait consentie pour une période de 18 mois, avec faculté de subdélégation, et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa 17^{ème} résolution.

6. DELEGATION A CONSENTIR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL PAR EMISSION D' ACTIONS ET DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE AU PROFIT DES SALARIES ADHERANT AU PLAN D'EPARGNE ENTREPRISE (TREIZIEME RESOLUTION)

Conformément, notamment, d'une part aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 225-138-1 du code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail, nous vous proposons de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise de la Société et, le cas échéant, des entreprises, françaises ou étrangères, qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce et de l'article L. 3344-1 du code du travail (le « **Groupe** »).

Le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application de la présente résolution ne devra pas être supérieur à 3 % du capital de la Société par émission d'actions ordinaires ou de titres financiers donnant accès au capital de la Société réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise; étant précisé que ce montant nominal maximal ci-dessus sera augmenté des titres émis afin de préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital conformément aux dispositions du Code de commerce et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.

Le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé par le Conseil d'administration dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-23 du code du travail.

Dans le cadre de cette délégation, nous vous demandons de supprimer, en faveur des adhérents à un plan d'épargne entreprise, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires, à émettre.

Le Conseil d'administration aura, selon le cas, tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment :

- décider et fixer les modalités d'émission et d'attribution des actions ou des titres financiers donnant accès au capital, en application de la présente délégation ; et notamment fixer le prix de souscription en respectant les règles définies ci-dessus, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance (même rétroactives), les délais de libération des actions et, le cas échéant des titres financiers donnant accès au capital, le tout dans les limites légales,

- constater la réalisation de la ou des augmentations de capital à concurrence du montant des actions ou titres qui seront effectivement souscrits et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités,
- et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de la réalisation définitive de l'augmentation ou des augmentations successives du capital social.

La délégation présentée serait consentie pour une durée de dix-huit (18) mois, avec effet immédiat, et mettrait fin à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa 19^{ème} résolution.

7. DELEGATION DE COMPETENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET DE DECIDER D'UN REGROUPEMENT DES ACTIONS DE LA SOCIETE (*QUATORZIEME RESOLUTION*)

Nous vous proposons, par la quatorzième résolution, de déléguer au Conseil d'administration la compétence de décider d'un regroupement des actions de la Société.

Cette opération permettrait également d'accompagner une nouvelle dynamique boursière de la Société, ainsi que d'améliorer la perception du Groupe par les investisseurs. Cet ajustement est purement arithmétique et sans impact sur la valeur des titres de la Société détenus en portefeuille par les actionnaires.

Nous vous demanderons bien vouloir déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au directeur général, tous pouvoirs à l'effet de :

- procéder au regroupement des actions composant le capital social de la Société ;
- mettre en œuvre la présente délégation de compétence ou y surseoir ;
- déterminer la parité d'échange et notamment le nombre d'actions anciennes d'une valeur nominale de deux centimes d'euro (0,02 €) à attribuer en échange d'une action nouvelle (dont la valeur nominale sera déterminée par le Conseil d'administration au moment de la mise en œuvre de la délégation de compétence) ;
- fixer la date de début des opérations de regroupement qui interviendra au plus tôt à l'issue du délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;
- conclure tous accords avec tout intermédiaire financier pour faciliter les opérations de regroupement, et notamment la centralisation des rompus et la cession des actions correspondant aux droits formant rompus ;
- fixer la période d'échange dans la limite de trente (30) jours maximum à compter de la date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO visé ci-dessus ;
- suspendre le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois mois, l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;

- procéder, en conséquence du regroupement d'actions, à tous ajustements des droits des bénéficiaires d'options de souscription d'actions, d'actions gratuites et de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
- constater et arrêter le nombre exact des actions qui seront regroupées et le nombre exact d'actions nouvelles susceptibles de résulter du regroupement ;
- procéder, si besoin, à l'ajustement du nombre d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des autorisations et des délégations de compétence ou de pouvoirs conférées au Conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ou par la présente Assemblée Générale ;
- constater la réalisation du regroupement et procéder en conséquence à la modification des statuts de la Société ;
- publier tous avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi ; et
- plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la présente délégation et conformément à la réglementation applicable.

La délégation présentée serait consentie pour une durée de dix-huit (18) mois, avec effet immédiat, et mettrait fin à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 6 mai 2025 dans sa 20^{ème} résolution.

8. MODIFICATION DE L'ARTICLE 20 DES STATUTS DE LA SOCIETE (*QUINZIEME RESOLUTION*)

Nous vous proposons de procéder à la modification de l'article 20 des statuts de la Société afin de mettre la Société en conformité avec les nouvelles dispositions des articles R. 225-71, R. 225-86 et R. 22-10-28 du Code de commerce, dans leur nouvelle rédaction issue du décret n°2026-94 du 13 février 2026, qui visent à reculer la date d'enregistrement (ou *record date*) des actionnaires en compte de deux jours à cinq jours avant la date de l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris pour pouvoir participer et voter à l'assemblée générale pour pouvoir faire inscrire un point ou un projet de résolution à l'ordre du jour.

Nous vous invitons donc à approuver cette modification statutaire, qui permettra à la Société de se mettre en conformité avec les évolutions législatives.

9. POUVOIRS POUR LES FORMALITES (*SEIZIEME RESOLUTION*)

Par la seizième résolution, votre Conseil d'administration sollicite de votre Assemblée générale les pouvoirs nécessaires pour accomplir toutes formalités de publicité et tous dépôts inhérents à la tenue de votre Assemblée générale.

C'est dans ces conditions que nous vous demandons de vous prononcer sur les résolutions dont le texte vous est proposé par votre Conseil d'administration.

Nous vous proposons de bien vouloir adopter l'intégralité des résolutions ci-dessus exposées, à l'exception de la 13^{ème} résolution.

Le Conseil d'administration